



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 107 – 23 MARS 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**BURKINA FASO :
INAUGURATION
DE LA PLUS
GRANDE
CENTRALE
THERMIQUE-
SOLAIRE DU
MONDE**

**TANZANIE – RWANDA
LIGNE FERROVIAIRE
ELECTRIQUE ENTRE LES
DEUX PAYS**

**KENYA :
EXCELLENTE
PERFORMANCE DU
NAIROBI SECURITIES
EXCHANGE EN 2017**

**GHANA :
UN PRET DE 100 M
USD EN NEGOCIATION
POUR RENFORCER LE
DISPOSITIF DE
CANALISATION A
ACCRA**

**MALI :
LA BANQUE MONDIALE
DEBLOQUE 27,8 M
USD POUR LA
PROTECTION DU
FLEUVE NIGER**

**GABON :
LANCEMENT DU
PROJET D'APPUI A LA
FILIERE FORET-BOIS
FINANCE PAR L'AFD**

**ETHIOPIE :
PUBLICATION DE LA
FEUILLE DE ROUTE
POUR L'ENERGIE
EOLIENNE**

**AFRIQUE DU SUD : LE
PROJET DE REVISION DE
L'IRP PROCHAINEMENT
EN REEXAMEN**

**NAMIBIE :
PSA VA OUVRIR UNE
USINE D'ASSEMBLAGE
A WALVIS BAY**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Egypte – Soudan – Ethiopie : rencontre tripartite pour le Grand Barrage Renaissance

Les ministres soudanais, égyptiens et éthiopiens des Affaires étrangères et de l'Eau, ainsi que les chefs des services de renseignement de ces trois pays, se rencontreront les 4 et 5 avril à Khartoum pour discuter notamment du Grand Barrage Renaissance construit par l'Ethiopie sur le Nil. Cette rencontre était prévue les 24 et 25 février, mais a été annulée suite à la démission du premier ministre éthiopien le 15 février.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ L'Ouganda en tête des dépenses militaires est-africaines en 2017

Le dernier rapport de *Stockholm International Peace Research Institute* (Sipri) indique que l'Ouganda a dépensé 18 M USD en matériel militaire en 2017, contre des achats inférieurs à 1 M USD l'année précédente. L'Ouganda serait ainsi en tête des dépenses militaires de la région en 2017. Cette tendance s'inscrit dans un contexte de forte chute des dépenses militaires dans la région, de l'ordre de plus de 60 % au cours des trois dernières années, passant de 92 M USD en 2015 à 32 M USD en 2017. L'Ouganda devance le Kenya dont les dépenses ont atteint 13 M USD contre 28 M USD en 2016 alors que le Soudan du Sud et la Tanzanie n'auraient effectué aucun achat l'an dernier.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'ouest : lancement du programme Elite BRVM Lounge

Le programme Elite BRVM Lounge, développé par le *London Stock Exchange Group* en partenariat avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), vise au renforcement des capacités des entreprises d'Afrique de l'Ouest à fort potentiel de croissance, en vue de favoriser leur accès au financement sur le marché financier régional de l'UEMOA. Parmi les 10 entreprises retenues, on dénombre cinq entreprises ivoiriennes (Groupe Cofina, Hyperaccess systems, Mata Holding, Petro Ivoire SA, PKL SA), deux entreprises béninoises (Agetip, Imprimerie Tunde), une entreprise burkinabè (Dafani SA), une entreprise malienne (Azalai Hôtels) et une entreprise togolaise (Sodigaz).

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : rebond de la croissance de la production minière de 2,4 % en janvier

Après une hausse annuelle de 4 % sur 2017, la production minière a augmenté de 2,4 % en g.a en janvier 2018, bien au-dessus de la baisse de 0,5 % enregistrée en décembre dernier. Les principaux *drivers* sont les minerais ferriques (contribution de 3,4 points de pourcentage), les autres minerais non métalliques (1,3 pp) et le diamant (0,9 pp). En rythme mensuel, la production minière a progressé de 1 %. Les chiffres de la production minière restent néanmoins très volatiles en raison de la fluctuation des prix et de la demande extérieure. Cependant, ces deux facteurs devraient s'améliorer en 2018 et ainsi tirer la production et les exportations à la hausse.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : 3,05 Mds USD en obligations du trésor pour les retards d'exécution des budgets 2011-2017

L'Etat angolais va émettre 656 Mds AOA (soit 3,05 Mds USD) en obligations du trésor pour régulariser les arriérés publics liés aux retards d'exécution des budgets de 2011 à 2017. Selon le programme de stabilisation économique, les retards de paiements de l'Etat à ses fournisseurs représenterait 5 Mds USD au total, accumulés notamment entre 2014 et 2016, suite à la chute des prix du pétrole. Ces retards de paiements sont notamment à imputer aux sociétés publiques, parmi lesquelles Sonangol (pétrole), ENDE (distribution électrique) et TAAG (aérien).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : revue du FMI, sortie de récession et désinflation en 2017

Le FMI a achevé le 7 mars les consultations menées au titre de l'Article IV. L'institution a confirmé la sortie de récession, indiquant que le pays devrait enregistrer une croissance sur l'année de 0,8 %, puis de 2,1 % en 2018. Néanmoins, elle repose principalement sur un rétablissement du secteur pétrolier ainsi que sur des allègements des pressions sur le change. Ainsi, en 2017, la croissance hors pétrole et hors agriculture (qui représentent près de deux tiers du PIB) a été négative (-0,9 %). Le pays a connu une désinflation en 2017, avec néanmoins un niveau d'inflation supérieur à l'objectif du gouvernement (6-9%). Elément positif, le FMI a salué la bonne tenue des réserves de change, qui ont atteint un nouveau record en mars à 46 Mds USD.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : nouveau recul de l'inflation à 14,33 % en février

D'après le dernier rapport du Bureau national de la statistique, l'inflation en février s'établit à 14,33 % en g.a. contre 15,13 % au mois de janvier, soit son 13^{ème} recul successif en g.a.. De même, l'indice des prix des biens alimentaires est en léger recul, à 17,59 % en février contre 18,92 % au mois de janvier. L'indice pour le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et autres carburants a progressé de 8 % en g.a.. Les prix des carburants sont à nouveau en baisse après des hausses importantes en début d'année, à 172,5 NGN (contre 190,9 NGN en janvier) pour le prix moyen du litre d'essence, et 209,89 NGN (contre 213,82 NGN le mois précédent) pour le diesel. Le prix du kérosène est en légère baisse à 288,57 NGN (contre 288,85 NGN en janvier).

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le service de la dette a représenté 42 % du budget de l'Etat en 2017

Dans sa dernière analyse, le think tank ghanéen *Institute for Fiscal Studies* (IFS), estime que près de 42 % du budget de l'Etat serait absorbé par le paiement des intérêts financiers issus de la dette publique. Leur montant en 2017 aurait dépassé celui des investissements publics, faisant du service de la dette le deuxième poste de dépenses de l'Etat (25 % des dépenses totales), derrière les revenus et salaires de la fonction publique. Le Ghana devrait cependant confirmer sa trajectoire de désendettement en 2018 grâce à un excédent primaire de 2,2 % du PIB selon les prévisions du FMI, après celui de 0,2 % enregistré en 2017.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : excellente performance du *Nairobi Securities Exchange* en 2017

Après une année 2016 « noire » durant laquelle son indice boursier avait perdu 8,5 % de sa valeur, le NSE (*Nairobi Securities Exchange*) a connu un dynamisme prononcé en 2017, enregistrant une hausse de son indice de 28,4 % en 2017. Sa valorisation a ainsi atteint un plus haut historique à 24,5 Mds USD (2 522 Mds KES). L'attrait de la première place financière d'Afrique de l'Est s'est renforcé en raison de la levée de l'incertitude politique après les élections et de perspectives économiques favorables. En outre, des représentants du *London Securities Exchange* ont récemment annoncé la mise en place d'une coopération étendue avec les autorités financières kényanes afin de favoriser la double cotation des entreprises kényanes.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : diminution du taux d'intérêt directeur à 9,5 %

La Banque centrale a annoncé réduire son taux d'intérêt directeur de 50 points de base, de 10,0 à 9,5 % lundi 19 mars. Cette baisse, la première depuis juillet 2016, intervient dans un contexte d'inflation modérée – 4,5 % de hausse annuelle en février – et de stabilité de la devise – le shilling s'échange en moyenne à 102,0 KES/USD depuis le 1^{er} janvier, contre 103,4 KES/USD en moyenne en 2017-. Le niveau de réserves s'établit quant à lui à 8,8 Mds USD au 19 mars, soit 5,9 mois d'importations. En raison de la loi encadrant les taux d'intérêts bancaires entrée en vigueur en septembre 2016, les banques sont désormais tenues de prêter à un taux maximal de 13,5 %, ce qui pourrait diminuer le volume de prêts accordés aux clients les plus risqués. Cette loi pourrait évoluer à terme.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : nouveau record de réserves de change à 6,2 Mds USD

Selon le dernier bulletin mensuel de la Banque de Maurice, le niveau des réserves brutes internationales s'est élevé à 6,2 Mds USD soit l'équivalent de 10,2 mois d'importations, un niveau en hausse de 47,6 % par rapport à février 2017. Il y a un an, le montant des réserves était de 4,2 Mds USD et la couverture des importations représentait alors 9,2 mois d'importations. Par ailleurs, les derniers chiffres concernant l'évolution du *Mauritius Exchange Rate Index* (MERI), publiés par la Banque centrale, indiquent que la roupie mauricienne a connu une appréciation de 2 % au cours des trois derniers mois vis-à-vis d'un panier de devises représentatif des échanges mauriciens avec ses principaux partenaires.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : hausse de 2,5 % du budget tanzanien en 2018/19

Le budget présenté au Parlement par le ministre des Finances pour 2018/19 est en hausse de 2,5 % par rapport à l'exercice précédent à 14,4 Mds USD (26,5 % du PIB). En volume, les dépenses courantes seraient limitées à 16,4 % du PIB (8,9 Mds USD) et les dépenses d'investissement à 10 % du PIB (5,4 Mds USD). Ces dernières, stables, seraient financées pour 4,2 Md USD sur ressources propres. Le déficit budgétaire est estimé à 2 Mds USD, soit 3,5 % du PIB, contre 4,6 % du PIB budgété en 2017/18. Le gouvernement tanzanien table sur une croissance de 7 % du PIB.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : audit de la dette intérieure

L'audit de la dette intérieure du Congo-Brazzaville a été lancé le 20 mars à Brazzaville. Les cabinets Ernest & Young et Cacoges ont ainsi été désignés par l'Etat congolais pour conduire l'opération en quatre mois. Les résultats attendus sont la vérification et la certification des titres de créance allant sur la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016, la production d'un fichier unique de la dette intérieure commerciale, les recommandations sur les modes d'apurement possibles, sur la base des procédures de gestion de la dette. Selon la Caisse congolaise d'amortissement, la dette intérieure du Congo-Brazzaville au 31/12/2017 s'élèverait à 1 858,7 Mds FCFA, soit 32 % de sa dette publique globale qui représente 110 % du PIB.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : remontée des cours du cacao

Alors que la tendance à la baisse est prévue jusqu'en 2021-22, le marché mondial du cacao connaît un emballement depuis la mi-février avec une hausse des cours de l'ordre de 10 %. Cette remontée serait due à une légère panique du marché engendrée par des exportations moins importantes que prévues en Afrique de l'ouest, et accentuée par des achats de fonds spéculatifs. En Côte d'Ivoire, les ports recevraient beaucoup moins de cacao que d'habitude depuis trois semaines. Des problèmes de qualité en cette fin de récolte principale auraient conduit à des refus d'exportations. En outre, l'absence de pluie pendant quatre mois ont nui au développement des fèves, induisant un report des exportations de petites fèves sur la petite campagne qui sera lancée le 1^{er} avril.

✉ julie.brayermankor@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Madagascar : la loi sur les ZES rejetée par l'Assemblée

Le projet de loi sur les Zones Economiques Spéciales (ZES) a été rejeté le 19 mars à l'Assemblée nationale par 46 voix contre 40. Censé stimuler l'investissement et le développement de secteurs comme le textile ou l'agriculture, ce projet approuvé par le Parlement en novembre avait été censuré en janvier par la Haute Cour Constitutionnelle, qui avait déclaré certains articles anticonstitutionnels. Cette initiative gouvernementale avait suscité des critiques, notamment du FMI qui pointait des risques de manque à gagner fiscal et d'effet d'aubaine. Le texte prévoyait des avantages fiscaux, des exonérations de TVA et de droits de douane et une clause de stabilité sur 20 ans pour les investisseurs qui s'établiraient dans certaines zones.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : mise en place d'un bureau centralisé sur la propriété intellectuelle

Afin de protéger les entreprises, sécuriser les procédures de dépôts de marques et brevets et lutter contre les contrefaçons, le gouvernement vient de décider d'instaurer un bureau unique en charge de ces missions. Le *Copyright* et l'*Industrial Property Act* étaient certes entrés en vigueur en 2014, mais leur application étaient jusqu'alors jugée non satisfaisante car partagée entre plusieurs ministères. Désormais, ces prérogatives vont relever du seul ministère du Commerce qui a obtenu un appui technique de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) pour se structurer.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : discours critique du Président tanzanien sur les méthodes de la Tanzania Revenue Authority

Le Président Magufuli dans un discours du 14 mars s'est dit conscient des dysfonctionnements conduisant des agents de l'autorité fiscale (*Tanzania Revue Authority*) trop zélés à exiger des sommes exorbitantes à des contribuables sans concertation avec ces derniers. Il a demandé à ceux qui se sont sentis traités injustement par la TRA de déposer leur plainte auprès des autorités compétentes. Quelques jours après la déclaration présidentielle, la TRA a annoncé la réouverture de toutes les boutiques et des entreprises fermées par ses soins dans le nord du pays. Cette démarche fait suite à de nombreuses réclamations de la part du secteur privé auprès des autorités quant aux méthodes de la TRA.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : réforme de la patente

L'Assemblée nationale a approuvé le mardi 20 Mars 2018 la loi portant réforme du Code des Impôts. La patente, dont l'assiette reposait sur la valeur des investissements productifs des entreprises, sera remplacée par un prélèvement obligatoire dénommé « Contribution économique locale » qui sera calculé uniquement sur la base de la valeur ajoutée. Cette réforme ne devrait pas mener à une augmentation de l'imposition et devrait, selon les autorités, faciliter les formalités administratives.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 23 résolutions en 2018 pour l'amélioration du climat des affaires**

Il s'agit des résolutions retenues au terme de la 9^{ème} édition du Cameroon Business Forum (CBF), plateforme d'échanges entre les secteurs public et privé, tenue le 12 mars à Douala. On retient notamment: l'installation d'un système itératif de suivi en ligne des demandes de remboursement des crédits de TVA, l'opérationnalisation du système intégré de délivrance des actes d'urbanisme à Douala et la mise en place d'un guichet unique, l'opérationnalisation du point de contrôle unique des marchandises et du système mobile de paiement sur la plateforme e-Guce à la sortie du port de Douala pour éviter la congestion du port, l'extension de l'application de création d'entreprises *mybusiness.com* aux villes de Bafoussam, Bamenda, Ebolowa.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Accords de financement du projet d'interconnexion électrique Nigéria-Niger-Bénin-Burkina Faso

La Banque africaine de développement (BAfD) et le gouvernement burkinabè ont procédé à la signature de deux accords de financement pour le projet de ligne d'interconnexion électrique entre le Nigéria et le Burkina Faso. Cette contribution s'élève à 39 Mds FCFA (60 M EUR), sous la forme d'un prêt (41,6 M EUR) et d'un don (18,4 M EUR). Le coût total du projet est estimé à 170 Mds FCFA (268 M EUR) pour la partie burkinabè. La ligne, de 330 Kv et 842 km de long, devrait permettre d'électrifier 294 localités.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : un prêt de 100 M USD en négociation pour renforcer le dispositif de canalisation à Accra

La Banque mondiale et le gouvernement ghanéen négocieraient actuellement l'octroi d'un prêt de 100 M USD au ministère du Logement et des travaux publics, dans le but de renforcer le dispositif de canalisation de la ville d'Accra. Celui-ci est régulièrement submergé par des inondations faisant chaque année de nombreuses victimes. Les dotations du ministère seraient toujours restées insuffisantes pour financer la fourniture de matériels et la charge des travaux d'amélioration, assurées par des entreprises privées qui, face à l'impécuniosité de l'Etat, auraient cessé leurs opérations.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : lancement des travaux de l'aéroport international Mamamah

Alors que le second tour des élections présidentielles sera organisé le 27 mars prochain, le Président sortant, Ernest Bai Koroma, a inauguré le lancement des travaux de l'aéroport international Mamamah, financé à hauteur de 318 M USD par un prêt de l'Eximbank chinoise. Le projet a fait l'objet d'importantes réserves de la part de la communauté internationale, et notamment du FMI.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : financement de 600 M USD de la Banque mondiale pour le développement urbain

L'Association internationale de développement a approuvé un financement de 600 M USD dans le cadre du nouveau programme de développement institutionnel et infrastructurel urbain (UIIDP). Ce programme vise à renforcer les infrastructures, les services urbains et les capacités institutionnelles des villes secondaires d'Ethiopie. Il bénéficiera à 117 collectivités et à 6,62 millions d'habitants. Ce programme bénéficie par ailleurs d'un cofinancement de l'AFD, à hauteur de 10 M USD, et des autorités locales. Avec l'adoption de ce projet, le portefeuille de la Banque mondiale en Ethiopie s'élèverait ainsi à 9,9 Mds USD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : Louis Berger remporte deux nouveaux contrats d'études

Le gouvernement a finalement confié au bureau Louis Berger l'étude de l'aménagement et le bitumage d'une liaison autoroutière entre le carrefour Sèmè et Porto-Novo, avec la construction d'un nouveau pont sur la lagune. Pour rappel, Louis Berger réalise déjà les études de la rocade de Porto-Novo en partenariat avec *SETEM BENIN*. Par ailleurs, le groupement de bureaux Louis Berger/Horse SARL a également remporté la revue des études, du contrôle et de la surveillance, des travaux de bitumage de la « route des pêches » allant du village d'Adouanko à la Porte du Non-retour.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le PME donne 34 M USD pour le secteur de l'éducation

Dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), la ministre burkinabè de l'Economie et l'ambassadeur de France au Burkina Faso ont signé une nouvelle convention de financement pour un don de 16,5 Mds FCFA (34 M USD), placé sous la supervision de l'AFD. Cette subvention vient appuyer le Plan sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF) pour la période 2018-2021, qui vise à améliorer l'accès à l'éducation et sa qualité. Pour rappel, le PME rassemble des bailleurs de fonds, des organisations internationales, et des acteurs du secteur privé et de la société civile afin de soutenir 65 pays en développement dans leurs efforts en matière d'éducation. Depuis 2003, le Burkina Faso a reçu 90 Mds FCFA (180 M USD) grâce au PME.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le FMI accorde 157,6 M USD pour réduire les déficits

Le conseil d'administration du FMI a approuvé un accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant de 157,6 M USD (127,5 M EUR). Ce programme vient soutenir le gouvernement dans ses efforts de consolidation des finances publiques. Le déficit budgétaire a en effet atteint 8,2 % du PIB et le déficit de la balance courante 8,4 % du PIB en 2017. La dette devrait par ailleurs atteindre 41 % du PIB en 2018, contre 30,4 % en 2014. Ces déséquilibres s'expliquent à la fois par des dépenses imprévues suite à la dégradation de la situation sécuritaire et par la volatilité des échanges commerciaux.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : 8^{ème} revue du programme FMI soutenu par une FEC

Le gouvernement malien et une mission du FMI se sont entretenus sur la 8^{ème} revue du programme économique et financier du Mali soutenu par une facilité élargie de crédit (FEC), ainsi que sur les consultations de 2018 au titre de l'article IV. La mission du FMI salue les résultats budgétaires du gouvernement, avec un déficit limité à 3 % du PIB, mais relève la détérioration de la situation sécuritaire susceptible d'entraîner une hausse des dépenses. L'adoption de cette revue par le Conseil d'administration permettra de décaisser 46 M USD en faveur du Mali.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : la Banque mondiale débloque 27,8 M USD pour la protection du fleuve Niger**

La Banque a approuvé un financement de 27,8 M USD (par un crédit de 13,9 M USD et un don de même montant) par l'Association internationale de développement (IDA) au Projet de réhabilitation économique et environnementale du fleuve Niger (PREEFN). Ce projet a pour objectif de promouvoir une gestion durable des transports et de l'accès à l'eau, afin de lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Le dragage des bancs de sable et la remise en état des ports de Macina et de Diafarabé, dans la région de Ségou et de Mopti respectivement, sont ainsi prévus. Ce financement s'inscrit dans la mise en œuvre du plan pour le climat en Afrique, présenté à la COP21 en novembre 2015 à Paris.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : 2,4 M USD versés par l'African Risk Capacity en réponse à la sécheresse de 2017**

L'*African Risk Capacity* a versé 2,4 M USD au gouvernement pour couvrir les coûts causés par la sécheresse de 2017. L'ensemble des fonds seront dédiés à l'assistance aux pasteurs, dans les quatre régions pastorales du Trarza, du Brakna, du Tagant, et du Gorgol. Ce versement intervient suite à une souscription de l'Etat mauritanien à une prime d'assurance d'environ 1,5 M USD. Depuis sa création en 2012 l'*African Risk Capacity*, institution de l'Union africaine, a versé plus de 34 M USD à quatre pays – le Sénégal, le Niger, la Mauritanie et le Malawi – touchés par des épisodes de sécheresse.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : prêt de 3,3 M EUR accordé au projet CI-ZO**

Ce financement accordé par la banque publique Union togolaise bancaire (UTB) doit permettre la réalisation du projet national d'électrification rurale CI-ZO par l'entreprise britannique BBOX. La phase pilote du projet a déjà débuté avec la distribution de 800 kits solaires, sur les 10 000 convenus. Ce projet doit permettre d'augmenter le taux d'électrification en milieu rural de 7 % à 40 % d'ici 2022, grâce à la fourniture de près de 300 000 kits.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 53,4 Mds FCFA d'Eximbank China pour un projet d'alimentation en eau potable de neuf villes camerounaises**

Ce financement est affecté à la deuxième phase du projet qui consiste en la réhabilitation et la construction d'infrastructures nécessaires à la desserte en eau potable des localités concernées. Il porte à 110 Mds FCFA, la contribution globale de la banque chinoise pour ce projet. Pour rappel, au Cameroun, à peine 40 % de la population a accès à l'eau potable.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : lancement du Projet d'appui à la filière forêt-bois financé par l'AFD**

Le vendredi 9 mars a été officiellement lancé à Libreville le Projet d'appui à la filière-forêt-bois. S'inscrivant dans le cadre de l'accord de conversion de dettes signé entre la France et le Gabon en 2008, ce projet, d'un montant de 10 M EUR, mis en place par l'AFD, devrait permettre de créer un espace de dialogue pour les acteurs publics et privés de la filière forêt-bois et de les accompagner pour faciliter les mutations de la filière.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Maurice : l'industrie sucrière à la peine

La récolte de canne à sucre s'est réduite de 2,2 % en 2017 par rapport à 2016 pour atteindre 3,7 MT. Pour sa part, la production de sucre a chuté de 8 % l'an dernier à 355 000 T contre 386 000 T en 2016. Les surfaces cultivées ont reculé de 3 % à 50 000 hectares. Avec un cours local de l'ordre de 435 USD la tonne, les producteurs sont aujourd'hui en deçà du seuil de rentabilité. Pour 2018, les perspectives sont assez pessimistes en raison de l'effet combiné de la baisse des cours du sucre sur le marché mondial et de l'abolition des quotas sur le sucre de betterave en Europe.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : hausse des exportations de café

Selon l'*Ugandan Coffee Development Authority* (UCDA), les exportations de café ont augmenté en 2017 pour atteindre 549 M USD soit une hausse annuelle de 2,1 %. Dans le détail, la part de variété Robusta assure l'essentiel des exports à 413 M USD contre 136 M USD pour l'Arabica. Cette hausse est imputée par le directeur exécutif de l'UCDA à l'introduction de nouvelles semences, la réhabilitation des cultures existantes et le développement de cultures dans de nouvelles régions notamment le nord de l'Ouganda. Près de 80 % des exportations ont été réalisées par dix exportateurs, signalant une forte concentration du secteur.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : Le projet de révision de l'IRP prochainement en réexamen

Le ministre de l'Energie Jeff Radebe a confirmé que la stratégie énergétique nationale (IRP), approuvée en décembre par le conseil des ministres, est en cours de reconsidération par ce même conseil. Pour l'instant, aucune raison pour cette revue n'a été donnée.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la NERC ouvre le marché des compteurs électriques à la concurrence

La Commission nigériane de réglementation de l'électricité (NERC) a approuvé la nouvelle loi de Régulation des fournisseurs de compteurs, qui permettra désormais à d'autres opérateurs que les sociétés de distribution (Discos) de fournir des compteurs aux consommateurs d'électricité du pays ; ces derniers devront être approuvés par la NERC mais sous contrat avec les Discos.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : Anglo Gold Ashanti investit 500 M dans sa mine d'or d'Obuasi

La société minière sud-africaine Anglo Gold Ashanti négocie actuellement un contrat de développement avec le gouvernement pour la remise en chantier de la mine d'or d'Obuasi (sud du Ghana), fermée par l'entreprise en 2014 suite aux lourdes pertes financières que son exploitation lui avait fait subir. L'entreprise devrait investir 500 M USD sur le site au cours des trois prochaines années, pour un début d'exploitation attendu au troisième trimestre 2019. La production serait estimée à 2 000 tonnes/jour au cours de la première année, et atteindrait progressivement 4 000 à 5 000 tonnes/jour. La durée de vie de la mine est estimée à 21 ans.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : publication de la feuille de route pour l'énergie éolienne

L'Ethiopie vient de publier sa feuille de route pour le développement de l'énergie éolienne, la *Wind Energy Dev't Roadmap*. Cette feuille de route a été rédigée en collaboration avec l'agence danoise pour l'énergie. Selon ce plan, le parc éolien d'une capacité actuelle de 324 MW – dont 120 MW du parc d'Ashegoda construit par le français Vergnet – devrait augmenter de 1 000 MW d'ici 2020. Pour atteindre cet objectif, les partenariats public-privés, encadrés par la récente loi de janvier 2018, sont mis en avant par les autorités. Le potentiel éolien de l'Ethiopie serait d'après l'étude de 1 350 GW.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : accord de production électrique nucléaire avec la Russie

Le ministre soudanais de l'Electricité s'est rendu récemment à Moscou, où il a signé un accord de production électrique nucléaire. Un programme aurait été établi, comprenant la construction d'une centrale en 2019 par la société Rosatom.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : radiations nucléaires à Port Soudan

La société des Ports du Soudan a notifié à l'*Atomic Energy Commission* soudanaise des radiations nucléaires en provenance d'un centre de déchets. Entre 2004 et 2009, la Chine aurait enfoui une soixantaine de conteneurs de déchets toxiques, non inspectés à leur arrivée, dans le nord du Soudan. Ces conteneurs auraient été importés avec d'autres conteneurs de matériaux de construction et d'équipement pour la construction du barrage de Merowe.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : lancement de la construction de la plus grande centrale solaire de Tanzanie

L'entreprise tanzanienne *Ruaha Energy Limited* vient de démarrer la construction de la plus grande centrale solaire du pays dans la région de Morogoro, caractérisée par une forte exposition aux rayonnements solaires. Le lancement des travaux intervient après un accord avec Tanesco pour l'achat de la production d'électricité reliée au réseau national. La capacité de production électrique de cette centrale s'élèvera à 6 MW. La mise en route de la centrale solaire est prévue à la fin de 2018, selon *Ruaha Energy*. Une partie du financement provient d'une subvention du fonds fiduciaire *Energy and Environmental Partnership* soutenu par les agences de coopération australienne, anglaise et finlandaise. En Tanzanie, la capacité solaire *on-grid* s'élèverait actuellement à 800 MW.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : inauguration de la plus grande centrale thermique-solaire du monde**

Installée sur le site minier d'Essakane, cette centrale est composée de 130 000 panneaux (15 MW) reliés à la centrale au fioul lourd (57MW) de la mine adjacente. Ce projet été conduit par *Total Eren*, *Africa Energy Management Platform (AEMP)* et *IAMGOLD*, pour un coût estimé à plus de 20 M EUR. La centrale *Essakane Solar* doit permettre d'économiser 6 millions de litres de fioul chaque année et de réduire les émissions de CO2 de 18.500 tonnes.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Ghana : la fabrique de sucre de Komenda est toujours à l'arrêt**

La fabrique de sucre de Komenda, dont l'inauguration il y a deux ans avait été saluée comme un symbole de l'industrialisation du Ghana par le gouvernement du président John Dramani Mahama, demeure toujours fermée. Elle avait été opérationnelle lors des premières semaines suivant son lancement, avant de cesser ses activités faute d'approvisionnement régulier en canne à sucre. L'usine, dont la construction a été financée par l'Exim Bank indienne à hauteur de 35 M USD, devait permettre la création de 7 300 emplois directs et indirects, en particulier dans le secteur agricole. Un nouveau prêt de 24,5 M USD serait négocié par le gouvernement auprès de l'Exim Bank indienne pour relancer les opérations.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : création d'un partenariat soudano-turc de production de cuivre**

Le Soudan et la Turquie ont signé le 15 février un accord de production au Soudan de cuivre, dans la province de la Mer Rouge. La société financière turque *Genghis Company* financerait ce projet mis en œuvre par la société minière aurifère publique *Ariab Mining Company*.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : nouvelles mesures contre la vente illicite de médicaments**

Dans le cadre de l'enquête sur les ventes illicites de médicaments, le conseil des ministres a décidé de suspendre provisoirement l'Ordre des pharmaciens pour une durée de 6 mois, afin de réformer le cadre institutionnel, législatif et réglementaire du secteur. La réforme permettra notamment de revoir le statut de l'Ordre et de mettre en place une commission de surveillance et de contrôle de la distribution des produits pharmaceutiques. En outre, le Conseil a décidé de retirer l'autorisation de mise en vente sur le territoire béninois des produits du laboratoire New Cesamex, laboratoire congolais fabricant sous licence indienne des médicaments génériques.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Afrique du sud : ouverture d'un distributeur automatique de médicaments

Issu d'un partenariat entre le département de la santé du Gauteng, le secteur privé, certaines ONG et le gouvernement allemand, un distributeur automatique de médicaments a été ouvert à Johannesburg. Il s'agit du 1^{er} distributeur de ce type en Afrique. Ce dispositif, développé localement par des fabricants de robotiques allemands, permettra aux patients atteints de maladies chroniques de recevoir leurs médicaments en 3 minutes. Après avoir scanné sa carte d'identité ou sa carte de pharmacie, le patient est mis en relation vidéo avec un télé-pharmacien qui pourra répondre à ces questions et préoccupations. Il récupère, ensuite, les médicaments ainsi que le reçu lui indiquant la date de prochaine collecte.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : l'entreprise d'état pharmaceutique recherche des partenaires industriels

L'entreprise d'état pharmaceutique Ketlaphela recherche des partenaires industriels pour l'aider à fabriquer et fournir des médicaments en Afrique du Sud et dans la région. Cette entreprise, dont la création a été décidée en 2007 et actée en 2016, prévoit de fabriquer ses propres principes actifs (API) et cible dans un premier temps le VIH, le paludisme et la tuberculose.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le seul site d'enfouissement des déchets à Accra bientôt congestionné

Le président de l'Assemblée métropolitaine d'Accra, Mohammed Nii Adjei Sowah, a annoncé que le seul site d'enfouissement de déchets de la ville, installé à Kpone, atteindrait sa pleine capacité dans les 18 prochains mois. Selon lui, aucune alternative viable à ce site n'existerait à l'heure actuelle. Deux millions de tonnes de déchets solides sont produites chaque année à Accra (dont 67 % d'origine organique), soit 178 kg/habitant annuellement. Avec un taux d'urbanisation de 50 % qui devrait continuer à progresser, la problématique de la collecte des déchets et de leur recyclage dans les villes du Ghana devrait encore s'accroître au cours des prochaines années.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : sortie de *Bank of India* du marché ougandais

Bank of India Uganda Ltd envisage de quitter le marché local. D'après les responsables de la maison-mère située en Inde, l'entreprise souhaite se réorienter sur les marchés asiatiques et européens jugés plus rentables. Les experts estiment que cette sortie pourrait affecter la confiance des investisseurs, alors que la part de marché de la banque est inférieure à 4 %. Cette décision serait en lien avec les récents changements réglementaires des règles Bâle III.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : développement des systèmes d'assurance santé**

L'Ethiopie s'est fixé des objectifs ambitieux pour améliorer le secteur de la santé, développant l'accès aux soins de qualité pour l'ensemble de la population d'ici 2020. Cette stratégie se traduit par la mise en place progressive de systèmes d'assurance santé, programmes développés par l'Agence éthiopienne d'assurance maladie, notamment l'introduction d'une assurance maladie communautaire et d'une assurance maladie sociale, destinées aux personnes à faible revenus. Ces systèmes d'assurance ont été testés en zone rurale et dans 9 districts de la capitale, avec des résultats positifs. La cotisation, mensuelle ou annuelle, devrait encourager les populations à moindre revenus à consulter et se soigner dans les réseaux de santé formels.

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Standard Chartered Bank lance sa première banque digitale**

Le groupe bancaire international *Standard Chartered Bank* lance sa première banque digitale. L'objectif est de promouvoir l'offre numérique, d'améliorer la culture financière et l'accessibilité aux services financiers en Côte d'Ivoire. La *Standard Chartered Bank* est présente dans 63 pays avec plus de 1000 agences et environ 3000 guichets automatiques.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : entrée de deux nouveaux opérateurs sur le marché de l'internet fixe**

L'entreprise togolaise *Teolis* et le Groupe Vivendi Africa (GVA), filiale de Canal + Togo, avaient déboursé 211 M FCFA chacun (322 000 EUR) pour obtenir leurs licences de fourniture d'accès à internet, en juillet 2017. Cet octroi était conditionné à la commercialisation des offres Internet très haut débit au maximum 9 mois après l'obtention de l'accord, i.e. d'ici fin mars 2018. Teolis a annoncé que son département marketing était aujourd'hui opérationnel, alors que GVA Togo dévoilera ses offres commerciales le 22 mars. Jusqu'à présent deux opérateurs se partageaient le marché : Togo Telecom (entreprise publique) et CAFA Informatique & Télécommunications.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville- Gabon : signature de deux accords dans le domaine du transport aérien**

Les ministres des Transports congolais et gabonais ont signé, le 16 mars à Brazzaville, deux accords visant à renforcer leur coopération dans le secteur du transport aérien. Dans le premier accord, les deux parties s'engagent à mettre en œuvre la Déclaration de Yamoussoukro de 1999 qui porte sur la libéralisation de l'accès aux marchés du transport aérien en Afrique. Cet accord abroge et remplace celui signé à Franceville, en octobre 1976. Le second prévoit une assistance mutuelle en matière de recherche et de sauvetage d'aéronefs en détresse pour faciliter les échanges d'expériences dans ce domaine.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie – Rwanda : ligne ferroviaire électrique entre les deux pays**

La Tanzanie et le Rwanda ont conclu un nouvel accord pour électrifier la ligne ferroviaire « *standard gauge railway* » entre Kigali et Isaka sur 400 kilomètres, dernier tronçon reliant Kigali à Dar Es Salaam. Il s'agit d'une réorientation stratégique des deux gouvernements, qui renoncent à l'usage de locomotives diesel comme précédemment convenu. Selon les sources officielles, le projet doit faire l'objet d'un appel d'offres au mois de juillet et la construction de ce chemin de fer débutera en octobre 2018. Le montage global du financement n'est pas encore arrêté.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Namibie : PSA va ouvrir une usine d'assemblage à Walvis Bay

PSA va ouvrir une usine d'assemblage à Walvis Bay en coentreprise avec *Namibia Development Corporation*. L'usine, qui devrait être opérationnelle mi 2018, a pour objectif de production environ 5 000 véhicules par an à destination du marché de la SACU. L'ambition de PSA est d'augmenter ses ventes sur le marché d'Afrique et du Moyen-Orient, pour atteindre 1 million de véhicules vendus dans cette région en 2025.

✉ manon.touron@diplomatie.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : accord de collaboration stratégique entre CRCCI et PAPH

China Railway Construction Corporation International (CRCCI) et *Phoenix Africa Partners Holding* (PAPH), opérateur ivoirien, ont signé un accord de collaboration stratégique visant à accélérer le développement de leurs activités en Côte d'Ivoire et au Ghana dans les secteurs de l'immobilier, du Bâtiment et travaux publics (BTP) et de l'énergie. CRCCI est une entreprise d'Etat chinoise spécialisée dans le domaine de l'ingénierie-construction. L'entreprise possède 115 filiales dans plus de 90 pays et une capitalisation boursière estimée à 24 Mds USD.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : création d'un fonds d'entrepreneuriat

Le Président de la République, Macky Sall, a annoncé lors de l'ouverture du Forum du Numérique qui s'est tenu le 15 et 16 Mars 2018 à Rufisque (à 30 km de Dakar), la création d'un fonds d'entrepreneuriat doté d'un budget d'1 Md FCFA (1,5 M EUR) pour financer des projets numériques, ainsi que la création d'un Grand prix du chef de l'Etat pour récompenser l'innovation numérique.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Atelier d'information Nigéria, Paris le 5 juin 2018

1^{ère} économie et 1^{ère} population du continent, le Nigéria est un vaste marché et une étape incontournable dans le cadre d'une prospection en Afrique subsaharienne. La France est au premier rang en termes de stocks d'IDE, et le 1^{er} partenaire commercial du pays. Après la pire crise connue depuis un quart de siècle, le pays se relève avec une croissance attendue de 2,5 % en 2018, et la poursuite de la montée en puissance d'une classe moyenne à fort pouvoir d'achat (environ 15% de la population). Le potentiel de développement est considérable dans de très nombreux secteurs comme les filières agricoles, industrielles, télécommunications, infrastructures. En 2017, les efforts du gouvernement en vue de faciliter la reprise des investissements et la pratique des affaires se sont déjà traduits par une progression de 24 places au classement Doing Business. Le Nigéria recèle de nombreuses opportunités d'affaires pour les entreprises françaises. Pour identifier les secteurs porteurs, comprendre l'environnement des affaires, et obtenir des conseils sur la meilleure approche de ce marché d'avenir, venez participer à l'atelier d'information Nigéria organisé à Business France.

✉ maryse.aziza@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : salon international des énergies renouvelables

La 1^{ère} édition du salon international des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et du développement durable est prévue du 9 au 12 mai 2018. Les discussions porteront sur le thème « Énergies renouvelables, efficacité énergétique, responsabilité sociétale des entreprises, un potentiel à valoriser pour freiner le réchauffement climatique ».

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

anne.cussac@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

